

Études d'histoire religieuse



Patrice Dutil, *L'avocat du diable : Godfroy Langlois et la politique du libéralisme progressiste à l'époque de Laurier*, préf. de Gérard Pelletier, trad, de l'anglais par Madeleine Hébert, Montréal, Éd. Robert Davies, 1996, 286 p. 25 \$

Réal Bélanger

Volume 63, 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1007540ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1007540ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (print)

1920-6267 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bélanger, R. (1997). Review of [Patrice Dutil, *L'avocat du diable : Godfroy Langlois et la politique du libéralisme progressiste à l'époque de Laurier*, préf. de Gérard Pelletier, trad, de l'anglais par Madeleine Hébert, Montréal, Éd. Robert Davies, 1996, 286 p. 25 \$]. *Études d'histoire religieuse*, 63, 127–129.
<https://doi.org/10.7202/1007540ar>

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Faut-il le dire? On attend avec impatience les deux tomes à suivre.

Jean Séguay
Directeur de recherche honoraire
C.N.R.S.

* * *

Patrice Dutil, *L'avocat du diable: Godfroy Langlois et la politique du libéralisme progressiste à l'époque de Laurier*, préf. de Gérard Pelletier, trad. de l'anglais par Madeleine Hébert, Montréal, Éd. Robert Davies, 1996, 286 p. 25 \$

Ce livre, à caractère biographique, est la traduction d'un ouvrage paru en anglais en 1994, lui-même produit d'une thèse de doctorat soumise en 1987. À peu d'exceptions près, Patrice Dutil soumet donc un essai qui ne tient pas compte des oeuvres publiées dans son champ de travail depuis quelque dix ans. Ce constat conduit-il à classer ce livre dans la catégorie des écrits déjà presque dépassés, sans importance historiographique? Je réponds par la négative même si, par ailleurs, je suis d'avis qu'il faille atténuer la portée générale de l'interprétation centrale de cette étude.

D'où vient l'intérêt de ce travail? D'abord, il livre, en pièces bien ciselées, la vie et l'oeuvre de Godfroy Langlois (1866-1928), journaliste, politicien et diplomate, que l'auteur présente, abusivement toutefois, comme le «père intellectuel du Québec moderne». En dépit de ce que peuvent prétendre quelques historiens pour qui seule compte l'étude des personnages célèbres, cette carrière, secondaire au fond, méritait quand même bel et bien d'être sortie de l'ombre. Le lecteur y découvre le député libéral siégeant à l'Assemblée législative du Québec de 1904 à 1914 mais, surtout, le virulent journaliste de combat qui, dans des journaux libéraux comme *La Patrie*, *Le Canada* et *Le Pays*, entre autres, dévoile entre les années 1895 et 1914 une idée maîtresse qui assure l'originalité de son oeuvre et celle-là même de ce livre: le libéralisme radical dit progressiste, son credo socio-politique qu'il défend principalement sur les scènes municipale et provinciale et dont il devient le porte-parole indiscutable mais combien controversé jusqu'à sa nomination — son exil? — à Bruxelles en 1914 à titre de représentant commercial du Québec. En douze chapitres bien construits, Dutil révèle la ténacité, la rigueur, les engagements d'un homme bâti d'une pièce, bouillant d'impatience, clairvoyant mais assez peu soucieux du réalisme politique alors même que la société québécoise connaît d'énormes transformations qu'il cherche à orienter pour lui faciliter l'entrée dans la modernité.

La présence structurante du libéralisme radical, voilà certes l'autre intérêt marquant de ce livre. Ses conclusions s'inscrivent d'emblée dans le débat historiographique entourant l'existence et les nuances d'expression du

libéralisme au Québec au tournant du XX^e siècle qui débouche, entre autres, sur la remise en question du caractère dominant, voire exclusif, du libéralisme politique modéré mis laborieusement en place par Wilfrid Laurier. Dutil n'hésite pas à prendre parti. En bref, il prétend que le libéralisme radical dit progressiste, rejeton du rougisme du XIX^e siècle mais adapté à l'évolution urbano-industrielle de l'époque, demeure bel et bien présent dans le carrefour idéologique québécois des années 1900. Plus, il soutient que le parti libéral lui-même est constitué de deux factions dominantes, celle conservatrice (de Laurier) et cette autre plus radicale (de Langlois) (p.259). En somme, loin d'avoir disparu, le libéralisme radical, renouvelé en progressiste puis devenu mouvement, apparaît alors dynamique, agissant et assez influent pour interpellier jusqu'à Mgr Paul Bruchési, troublé par les positions vindicatives de Langlois classé anticlérical et franc-maçon. Pour parvenir à ses fins, l'auteur agite, dans un va-et-vient parfois assez difficile à suivre, plusieurs acteurs libéraux, désignés selon les circonstances tantôt radicaux tantôt modérés, à l'affût de projets à proposer, d'abus à corriger. Ce va-et-vient implique des libéraux importants comme Raoul Dandurand, Adélar Turgeon, Lomer Gouin, Calixe Lebœuf et combien d'autres.

Cette thèse, bien qu'alléchante, me semble souvent impressionniste et pas suffisamment étoffée, en particulier en ce qui concerne le statut de mouvement octroyé abusivement à ce soi-disant regroupement de libéraux radicaux. Certes, Dutil apporte, à l'occasion, des preuves convaincantes de la présence et de l'influence d'une pensée progressiste sur le libéralisme politique de l'époque, et il faut lui en savoir gré. Sa contribution est indéniable lorsqu'il souligne, par exemple, la nomination de radicaux dans le cabinet du premier ministre Félix-Gabriel Marchand en 1897 et quelques-unes des politiques de ce gouvernement ou encore lorsqu'il analyse la longévité surprenante de Langlois au *Canada*, l'organe francophone du parti libéral à Montréal. Qu'il existe ainsi des libéraux qui, à un moment ou à un autre, expriment une pensée plus progressiste que d'autres libéraux jugés plus modérés et qu'ils aillent même jusqu'à inciter le tout-puissant Laurier à la prudence, soit. Mais il faut davantage pour conclure à l'existence d'un mouvement. Il faudrait, comme je l'ai écrit ailleurs (*Combats libéraux au tournant du XX^e siècle*), pousser encore plus les recherches afin de mieux cerner ce radicalisme, en montrer, entre autres, l'homogénéité, la cohésion et le programme précis. Jusqu'à preuve du contraire, et cette étude le confirme me semble-t-il bien, il faudra encore convenir du fait que ce groupe de radicaux n'est ni plus ni moins qu'une addition d'individus, peut-être de factions diverses, regroupés, de temps en temps, selon les circonstances, soit par des intérêts collectifs soit, plus simplement, par des intérêts purement personnels. Aussitôt ces intérêts assouvis, ces radicaux s'empressent de

revenir au bercail des modérés desquels ils n'apparaissent pas, après tout, si éloignés idéologiquement.

À un autre niveau, il faut saluer le peu d'erreurs factuelles de cette étude. Mentionnons, toutefois, qu'en 1883, Honoré Mercier devient chef du parti libéral et non du parti national (p. 41), que les propos de Thomas Chapaïs sur les taxes que les libéraux désirent imposer aux institutions religieuses en 1906 sont prononcés au Conseil législatif et non au Conseil exécutif (p.207), que Henri Bourassa est élu à l'Assemblée législative du Québec en 1908 et non en 1907 (p.211).

Au total, ce livre sur Godfroy Langlois apporte sa contribution au débat sur la réévaluation des idéologies au Québec au tournant du XX^e siècle. Il ouvre des pistes intéressantes et montre l'importance de l'approfondissement du questionnement à cet égard mais il confirme aussi la nécessité de la confrontation critique à la documentation disponible, sans quoi les interprétations, si séduisantes qu'elles soient, risquent bien de ne pas trouver suffisamment d'écho dans la réalité même de l'époque considérée.

Réal Bélanger
Département d'histoire
Université Laval

Jean-Pierre Collin, *La Ligue ouvrière catholique canadienne, 1938-1954*, Boréal, 1996, 253 p. 25 \$

Cet ouvrage de Jean-Pierre Collin, tiré de sa thèse de doctorat, montre comment la Ligue ouvrière catholique a mis de l'avant un projet de société urbaine basée sur l'action communautaire comme moyen d'améliorer les conditions de vie en milieu ouvrier et d'assurer, au nom de la doctrine sociale de l'Église, le relèvement moral des familles ouvrières soi-disant menacées par la déchristianisation. Dans un premier temps, l'auteur situe l'Action catholique ouvrière dans le contexte des années 1930 et 1940 et dans le courant du catholicisme social et de l'humanisme chrétien qui ont fortement marqué l'action sociale de cette époque. Il souligne l'importance du rôle qu'elle a joué, au même titre que le syndicalisme, dans l'effort d'adaptation de l'Église québécoise aux réalités sociales de l'après-guerre. Il cherche donc à savoir si et comment la Ligue ouvrière catholique a donné suite au mot d'ordre en sous-titre de son journal *Le Front ouvrier*: «Pour un monde ouvrier plus humain».

Collin fait ensuite un survol historique de la LOC, de sa formation, en 1938, à sa transformation en Mouvement des travailleurs chrétiens, en 1965. Il décrit ainsi les différents moyens d'action de la Ligue : enquêtes sociales, publications (*Le Mouvement ouvrier*, puis *Le Front ouvrier*), services natio-